

Voici le Quiz Eco AGIR et le Jeu Concours Eco MÉDIA

LE PERROQUET



ASSOCIATION LA VOIX DES CONSOMMATEURS

ISSN 1606-5387

«Toutes les vérités sont bonnes à dire»

Bimensuel Indépendant d'Informations et d'Analyses - 30^e Année - LE PERROQUET - N°800 du Lundi 24 Février au Lundi 10 Mars 2025 - Prix: 2000 Fcfa - Tirage Numérique

Campagne pour le 3eme mandat pour Talon

Les vrais profiteurs



Célébration de l'édition 2025 de la fête culturelle et identitaire Wémèxwé Page 7



L'apothéose pour dimanche prochain aux Aguégués

Ravage de la Saint Valentin chez les jeunes au Bénin

Page 11

4 ministères interpellés

Système éducatif

Page 8

Qui a dit que notre pays le Bénin a fini d'être Quartier latin de l'Afrique ?



(Trois experts avérés du système éducatif béninois à travers leurs propos révélateurs, édifient les différents acteurs de l'école béninoise)

CANAL+

E MARCHEEEEEEE GRAAAVE

NOUVELLE FORMULE
KWABO
250 CHAINES
2 500 FCFA / MOIS



Je crois ...**Combat de gladiateurs**

✍️ Damien HOUËSSOU



Petit à petit, le second mandat de Patrice Talon se termine. Appréhendant le travail abattu, beaucoup de gens affirment qu'il est à saluer et qu'on souhaite que les nombreuses actions ou réalisations se poursuivent. " Si la femme de ton ennemi est belle, il faut être honnête de le reconnaître ". Le pont de Womey, les marchés, les cantines, la zone franche de Glo Djigbe etc. Dans la même veine, les Béninois sont surpris agréablement de voir les ministres conseillers sur le terrain. C'est à croire qu'ils n'ont pas de bureaux et que leurs bureaux, c'est le dehors, la rue, le terrain comme on le dit vulgairement. Ce qui veut dire que les ministres titulaires ont de quoi s'inquiéter. Un combat de gladiateurs en effet semble bel et bien se jouer entre ministres. Même si nous voyons des ministres bouger ici et là, ce n'est pas du tout le cas avec nos ministres dits conseillers. On les voit à l'œuvre plus sur le terrain. Et comme le disait bien avec humour l'ancien président Mathieu Kérékou " Nous sommes sur le terrain et c'est le terrain qui commande ". Bref, le Président Talon et les populations sont joyeux. Le combat entre gladiateurs dans les ministères qui se déroule fait le bonheur du pays et permet de savoir qui peut faire quoi et qui est quoi ?

GERME DE CONTEMPLATION

<< Les chiens agissent différemment. La loyauté d'un chien envers ses maîtres est un merveilleux trait de caractère. Son amour est pur et sans borne. Si vous désirez trouver un exemple de loyauté et d'amour afin de mener une merveilleuse vie en tant que chrétiens ou ECKiste, vous n'avez qu'à regarder comment les chiens témoignent de l'amour à leurs maîtres. Ils aiment tout simplement, et c'est extraordinaire. Même s'ils sont maltraités par leurs propriétaires, ces bêtes les aiment quand même. Leur amour est si pur et magnifique.

Les animaux servent souvent de modèles aux êtres humains pour les aider à vivre selon les lois spirituelles.>>

Harold Klemp, Le secret de l'amour Paroles du Mahanta, tome 14, P.155

OPINION**Depuis des années, les artistes meurent tragiquement au Bénin alors que nos couvent du nord au sud sont à leur service**

Ça préoccupe très peu. Évidemment rien de sérieux ne préoccupe au Bénin. Les jeunes artistes béninois par absence de conservatoire se forgent sur le tas un destin chaotique. Puis ils s'enlisent dans le NOUMINSIN, le Djowamon, la science du fini dans le miétonou pour attirer le AZIZA ou génie des mélodies depuis l'astral afin de se proclamer star ici-bas. Puis ils se font éliminer tragiquement et inconsciemment dans des représailles de naïveté sous une forte emprise d'effroyable pauvreté pendant que leur nom résonne. Une vie ambiguë et peu reluisante dans la bananeraie continentale. Aucun sociologue, aucune assistance psychologique dans cette mégafaune humaine sous forte incubation silenciste, obscurantiste et d'indifférence. Alors que nous connaissons très bien le danger de notre héritage ancestral. Nos Vodouns ne sont pas des gadgets de notre époque. Ce n'est pas fait pour les non initiés depuis le ventre de la mère. Nos Bôoo ne sont pas accessibles à tous. Les jeunes face à l'absence d'État, tentent la réussite dans l'art en allant naïvement dans

des pactes dont les représailles surprennent, mélangent l'avenir et au-dessus de l'entendement humain. Des conflits internes, externes, sur les pecadies, le sexe, le son le mal partage qui tourne en guerre astrale par entité interposée. Et c'est justement pour cela que la recherche cartésienne doit s'activer autour de la densité de cet arsenal ancestral encore hérité et pratiqué au noir. On ne connaît jusque là aucune fréquence, les ondes, les seuils de létalité, les optimum de jouissance de nos savoirs endogènes et même la sorcellerie. Dans un pays sérieux, quand des innovations sont dangereuses, on les soumet à des tests de grandeur, de polissage soit on les range au musée pour la postérité. Ce qui est bon, on le magnifie avec des subventions et la prolifération de startup. Pour y arriver il faut la recherche ce que le Vodoun Days évite de canoniser en allant dans les émotions folkloriques et malicieuses de vide grenier d'État. Nous avons l'art de la diversion au Bénin. De tout décontenancer pour tourner en rond.

Yaya Kinmabla Kinmabla Yaya

Campagne pour le 3eme mandat pour Talon

Les vrais profiteurs

✍ Pierre Damien HOUESSOU

Ces derniers temps, on chante, on bavarde ou on crie à la gloire du 3eme mandat de Patrice Talon. A l'analyse, dans ces fanfarons, il y a des profiteurs alors que le chef de l'État travaille sans repos pour le développement du pays.

S'il est vrai que Patrice Talon n'est plus candidat à rien, n'empêche, il y a des gens qui battent le pavé ou claironne pour le voir briguer un troisième mandat à la tête du pays. Certes, ils en ont le



droit si l'on se réfère à la Constitution. Mais, on doit à cette même constitution d'avoir fixé les règles concernant

les candidatures ou les mandatures à la tête du pays. Si donc des gens veulent un autre mandat pour le successeur

de Boni Yayi, c'est qu'ils ont peur de ne plus bouffer, d'être à l'aise. Adieu les sous, les gros sous, les voitures de fonction

et autres privilèges. Ensuite, ces gens qui roucoulent 3eme mandat savent qu'ils risquent de se voir derrière les barreaux compte tenu de leur gestion ou action ici et là. D'ailleurs, certaines personnes qui étaient aux grands postes alors que le mandat de Patrice Talon se poursuit sont inquiétées pour leur passif. Par ailleurs, derrière ces griots d'un autre mandat pour Talon, il y a ses ennemis ou adversaires politiques. En effet, ceux-ci veulent trois choses venimeuses. Il s'agit d'abord de saboter le

Programme d'action du gouvernement ; soit, de ternir l'image du pouvoir actuel. Enfin, il s'agit aussi que quelqu'un qui aime son pays ne sollicite pas un troisième mandat. En somme, les profiteurs pour un 3eme mandat qui ont plus d'un tour dans leur sac sont démasqués à travers leurs sales besognes. Heureusement Patrice Talon qui travaille sans relâche a compris. Au Bénin, il y a des comploteurs ou profiteurs de toutes les espèces et même dans son propre camp. Dossier à suivre.

Ravage de la Saint Valentin chez les jeunes au Bénin

4 ministères interpellés

Chaque année au Bénin, la fête de la Sainte Valentin fait des ravages au niveau des gens notamment des jeunes. Pour sauver la jeunesse, quatre ministères se doivent d'agir au plus pressé.

✍ RENÉ Adeniyi

Au Bénin, il est un secret pour personne que les ministères de l'enseignement supérieur, maternel et primaire, du Secondaire et surtout celui des affaires sociales sont en de bonnes mains. Pour s'en convaincre, il suffit de voir le travail abattu dans ces ministères à travers les bons résultats des divers examens, la formation des formateurs et celle du personnel ainsi ceux des enseignants et cadres, les bons statistiques des Plans de travail annuel (PTA), les mesures contre la corruption et l'inconscience

professionnelle, etc. Mais à voir les dégâts de la Saint Valentin chez nos jeunes, élèves et même certains adultes, on a vite fait de voir les ministères précités monter en première ligne pour limiter la casse voire la chienlit. En effet, à voir ces enfants disparus ou perdus ou toujours recherchés par leur familles, à voir ces jeunes endettés pour des cadeaux ou autres accessoires de couleur rouge, à voir ces jeunes et adultes notamment des filles ou dames célébrant cette fête venue de l'occident pour semer le bordel dans nos populations et les jeunes avec des rencontres,

séances autres pratiques dignes de Roméo et Juliette au centième degré, ces ministères se doivent de conjuguer leurs efforts pour sensibiliser, éduquer et sanctionner s'il le faut en montrant les richesses culturelles, éducatives et morales de L'Afrique ou du Bénin. Sinon, comment comprendre par exemple qu'il faut attendre un 14 février pour soit disant célébrer l'amour ? Comment comprendre ces radios et télévisions qui vantent la Sainte Valentin avec des débats et publicités sur cette fête et les programmes alléchants et coûteux ? Au Bénin



ou en Afrique, veut on avoir une jeunesse dépravée, perdue et abandonnée ? Bref, ces ministères ont un rôle socio moral et éducatif à faire de plus. " Rien n'est fait tant qu'il reste à faire " dit un adage. Et s'il y avait une belle

proposition à faire à ces ministères voire au gouvernement pour épargner la jeunesse et certains adultes encore enfants de la Sainte Valentin, c'est proposer ou proclamer chaque 14 février au Bénin, journée de l'éducation.

A cet effet, ce serait l'occasion pour les parents, les élèves, les jeunes et compagnie de diagnostiquer la morale ou l'éducation des progénitures et de remédier. Ah ! Saint Valentin, ta fin est proche et ton sort est scellé.

Anip

Certificat de résidence, adieu les files d'attente à la mairie

L'Agence Nationale

d'Identification des Personnes (ANIP) a franchi une nouvelle étape dans la modernisation des services administratifs au Bénin. Désormais, l'obtention du certificat de résidence se fait en ligne, supprimant la nécessité de se rendre à la mairie.

Cette annonce a été faite le vendredi 14 février 2025 par le Directeur Général de l'ANIP, Aristide Adjnacou, lors du lancement officiel de la plateforme eservices. anip.bj.

Dans un souci d'améliorer la qualité des services d'identification au Bénin, l'ANIP a mis en place un processus entièrement digitalisé



pour l'obtention du certificat de résidence. Cette innovation vise à réduire les tracasseries administratives et à permettre aux citoyens de finaliser leurs démarches depuis leur domicile.

Comment obtenir son certificat de résidence en ligne ?

Grâce à cette plateforme, plus

besoin de se déplacer en mairie pour finaliser la demande. Après avoir obtenu la fiche de résidence auprès du chef de quartier ou de village, le citoyen peut désormais compléter sa demande en ligne et recevoir son certificat de résidence en quelques clics.

Le processus est désormais simplifié et accessible à tous. Voici

les étapes à suivre :
1. Se rendre chez le chef de quartier ou de village muni de son Numéro Personnel d'Identification (NIP) délivré par l'ANIP, Établir gratuitement une fiche de renseignement auprès du chef de quartier puis finaliser la demande et obtenir le certificat de résidence en ligne sur la plateforme

les citoyens

Cette simplification du processus d'obtention du certificat de résidence marque une avancée significative dans la modernisation des services publics au Bénin. Elle s'inscrit dans la volonté de l'ANIP de digitaliser les démarches administratives et de rendre l'identification des citoyens plus fluide et accessible.

Avec cette nouvelle mesure, l'ANIP entend faciliter la vie des Béninois en leur offrant un service rapide, efficace et

sécurisé. Une réforme qui témoigne des efforts continus du gouvernement pour une administration moderne et performante.

Centre d'appel gratuit 7054

C'est une excellente nouvelle pour la population. Grâce à une initiative novatrice de l'Agence Nationale d'Identification des Personnes (ANIP), le processus d'obtention de ce document essentiel a été considérablement simplifié et modernisé.

e-services.anip.bj, moyennant des frais de 2000 FCFA.

Une avancée majeure pour

AU PAYS DE LA CONFÉRENCE NATIONALE

Il était une fois, un 19 février, il y a 35 ans, un fait historique majeur, avec de nombreux ouvriers de l'ombre, se produisait chez nous au Bénin.

Que retenir en ce jour anniversaire du début des travaux de l'historique conférence des forces vives de la nation ?

1. La conférence nationale est l'expression tangible de notre culture du dialogue, le sous l'arbre à palabres caractéristique de nos sociétés et où se gèrent les contradictions.

2. La conférence nationale est l'expression tangible de notre quête permanente d'un vivre ensemble fait de réconciliation, de minimisation des égos et de projection ensemble.

3. La conférence nationale est l'expression tangible de l'élan de tout un peuple dans une posture de dépassement de soi et des intérêts particuliers pour porter haut l'intérêt général.

Pour ces trois raisons, La conférence nationale est un état esprit que notre peuple, dans sa marche politique, a su construire avec des acteurs de première ligne et de nombreux



ouvriers de l'ombre. Cet état d'esprit, symbole de victoire, est à sauvegarder car la conférence nationale reste le souvenir d'une humilité dans une posture de pardon qui est lui-même chemin de liberté et de progrès durable.

Travailler à ne jamais perdre cet état d'esprit devient un devoir mémoriel.

Célestine Zanou

Le sourire du PERROQUET



Prix d'Excellence de la CEDEAO pour les Journalistes – 2025

PRIX D'EXCELLENCE DES MÉDIAS DE LA CEDEAO 2025 – SOUMETTEZ VOS CANDIDATURES !

Vous êtes journaliste ou professionnel des médias dans la région de l'Afrique de l'Ouest?

Pour célébrer les 50 ans d'intégration et de développement régional, la CEDEAO a le plaisir d'annoncer les Prix d'excellence des médias de la CEDEAO 2025 pour célébrer les journalistes et les professionnels des médias exceptionnels dont le travail a contribué de manière significative à informer, éduquer et sensibiliser le public sur les réalisations et l'impact de la CEDEAO dans la région et dans le monde.

La CEDEAO vous invite à soumettre votre portfolio de travail pour les Prix d'Excellence Média de la CEDEAO 2025.

La cérémonie de remise des prix récompensera les articles d'impact, les publications d'information, les films vidéo



ECOWAS
CEDEAO

et les photographies qui mettent en lumière les réalisations et les étapes importantes de la Commission de la CEDEAO.

Catégories de prix :

Télévision

Radio

Presse écrite

Médias en ligne

Photographie

Vidéographie

Dates de soumission des candidatures : 20 février – 20 mars 2025

Veuillez envoyer vos contributions par email: ecowasprizeexcellence@ecowas.int

Qui peut postuler ?

Journalistes et professionnels des médias des États membres de la CEDEAO ayant un contenu original, percutant et produit de manière professionnelle en Anglais, Français ou Portugais.

Pourquoi postuler ?

- Obtenez une reconnaissance régionale.
- Présentez votre portefeuille de travail à la CEDEAO, aux partenaires de la CEDEAO, aux États membres et aux gouvernements.
- Célébrez l'excellence du journalisme qui promeut l'intégration régionale et le développement en Afrique de l'Ouest !

Pour tous autres renseignements, veuillez contacter : jahofodji@ecowas.int | snogueira@ecowas.int

« Façonner l'avenir de notre région à travers les médias et le journalisme d'impact !

« Célébrer les 50 ans de la CEDEAO par le biais d'un journalisme d'impact !

#PRIXD'EXCELLENCECEDEAO.

#MEDIASPOURLECHANGEMENT

#JOURNALISMEAFRIQUEDEL'OUEST.



PARTICIPEZ DU 20 FEVRIER AU 20 MARS 2025

AUX PRIX D'EXCELLENCE DE LA CEDEAO POUR LES MEILLEURS JOURNALISTES EN AFRIQUE DE L'OUEST.

Pour marquer les 50 ans de son existence, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lance du 20 février au 20 Mars 2025, son *Prix d'Excellence*, un prix prestigieux visant à récompenser les meilleures productions journalistiques et photographiques en Afrique de l'Ouest. Ce prix a pour objectif de mettre en lumière et d'honorer les journalistes et professionnels des médias ayant contribué de manière exceptionnelle à produire et publier des reportages ou photos sur les réalisations, acquis et faits marquants dans la vie de la CEDEAO depuis sa création.

De manière particulière, le *Prix d'Excellence de la CEDEAO* a pour but de reconnaître les efforts des professionnels des médias qui, par leurs reportages, articles et contenus numériques, ont contribué à renforcer la compréhension et la visibilité des initiatives de la CEDEAO en matière de paix, sécurité, développement socio-économique, développement humain, agriculture, énergie, transport, commerce, télécommunications, genre, jeunesse, intégration régionale, etc.

Le Prix d'Excellence de la CEDEAO pour les journalistes sera décerné dans les 5 domaines suivants : Télévision, Radio, Presse écrite, Presse en ligne et photographie.

Les candidatures sont ouvertes à tous les journalistes, femmes et hommes, et professionnels des médias des États membres de la CEDEAO. Les productions seront évaluées selon leur impact, leur pertinence, leur créativité et leur capacité à sensibiliser et à informer le grand public sur les actions et réalisations de la CEDEAO au profit des populations.

Comment participer ?

Voici une description détaillée des **caractéristiques des contenus** que les candidats devront soumettre pour participer aux Prix d'Excellence de la CEDEAO dans les domaines de la télévision, de la radio, de la presse écrite, de la presse en ligne et de la photographie :

1. Caractéristiques Générales

- **Pertinence, Actualité et langues :**
 - Le contenu doit traiter d'un sujet portant sur les acquis de la CEDEAO ou d'un enjeu sociétal pertinent pour la région et auquel la CEDEAO a apporté une solution.

- Les contenus doivent être produits dans l'une des 3 langues de la CEDEAO (Anglais, français, portugais).

- **Originalité et Innovation :**

- Le contenu doit se distinguer par son approche, sa narration ou son traitement visuel et sonore.
- L'innovation dans la manière de présenter l'information et de capter l'attention du public est fortement appréciée.

- **Qualité de la Production :**

- Une réalisation soignée tant sur le plan technique qu'artistique est requise.
- La qualité des images, du son, de la mise en page (pour la presse écrite et en ligne) ou de la composition photographique doit répondre aux standards professionnels.

- **Impact et Résonance Sociale :**

- Le contenu doit démontrer sa capacité à informer, sensibiliser ou mobiliser le public.
- Il doit susciter le débat, influencer positivement l'opinion ou mettre en lumière des initiatives locales.

- **Respect de l'Éthique et de la Déontologie :**

- Les contenus doivent respecter les principes de véracité, d'impartialité et de responsabilité journalistique.
- Toute information doit être vérifiée et présentée dans le respect des droits et de la dignité des personnes concernées.

2. Spécificités par Domaine

2.1. Télévision

- **Format et Durée :**

- Les reportages ou mini-documentaires vidéo d'une durée minimale de 2 minutes et maximale de 5 minutes, doivent respecter les formats.

- **Qualité Technique et Artistique :**

- Excellente qualité de l'image et du son, avec une attention particulière portée à la direction artistique et au montage.
- Utilisation pertinente des infographies, sous-titrages et effets visuels pour renforcer le message.

- **Narration et Scénarisation :**

- Une structure narrative claire qui guide le spectateur tout au long du récit, avec un début, un développement et une conclusion bien définis.

2.2. Radio

- **Qualité et durée de l'Audio :**

- Enregistrement avec une excellente qualité sonore, sans bruits parasites, assurant une bonne intelligibilité.
- Les reportages ou mini-documentaires audio d'une durée minimale de 2 minutes et maximale de 5 minutes, doivent respecter les formats.

- **Storytelling et Dynamique :**

- Le contenu doit être construit autour d'un storytelling engageant, intégrant interviews, témoignages ou récits narratifs.

- **Créativité dans la Mise en Scène Sonore :**
 - Utilisation créative de la musique, des ambiances et des effets sonores pour enrichir la narration.

2.3. Presse Écrite

- **Clarté et Rigueur de l'Écriture :**
 - Articles rédigés dans un langage soigné, avec une syntaxe et une orthographe irréprochable.
- **Structure et Cohérence de l'Argumentation :**
 - Introduction, développement et conclusion bien articulés, permettant au lecteur de suivre aisément le fil conducteur.
- **Richesse Documentaire :**
 - Utilisation pertinente de données, de statistiques et de sources fiables pour étayer le propos.

2.4. Presse en Ligne

- **Adaptation aux Supports Numériques :**
 - Contenus interactifs, multimédias et adaptés aux exigences des plateformes numériques (ergonomie, réactivité et accessibilité).
- **Originalité dans la Présentation :**
 - Usage de formats innovants (infographies interactives, vidéos intégrées, podcasts, etc.) pour enrichir l'expérience utilisateur.
- **Engagement et Interactivité :**
 - Possibilité d'intégrer des espaces de commentaires, des liens hypertextes et des éléments interactifs qui favorisent l'engagement du public.

2.5. Photographie

- **Qualité Technique et Artistique :**
 - Images en haute résolution, avec une maîtrise parfaite de la composition, de l'éclairage et des couleurs.
- **Capacité à Raconter une Histoire :**
 - Chaque photographie doit être porteuse d'un message clair ou d'une émotion forte, permettant de raconter une histoire ou de souligner un aspect de l'actualité.
- **Pertinence Éditoriale :**
 - Les images doivent être en adéquation avec le sujet traité, et leur utilisation doit respecter les droits à l'image et la déontologie journalistique.

3. Modalités de Soumission

- **Format et Support :**
 - Les contenus doivent être soumis dans les formats demandés (vidéo en MP4, audio en MP3 ou WAV, documents en PDF, images en JPEG ou PNG, etc.).
 - Respecter les spécifications techniques (résolution, durée, taille de fichier) indiquées dans l'appel à candidatures.
- **Dossier de Présentation :**

- Chaque soumission devra être accompagnée d'un dossier de présentation décrivant le contexte, les objectifs, la démarche journalistique utilisés pour réaliser le contenu.
- Nom du média ou du site qui a diffusé ou publié le reportage, le pays, les noms, prénoms et adresse électronique et téléphonique du journaliste/cameraman pour la télévision, du journaliste pour la radio/presse écrite/presse en ligne ou du photographe.
- Mention obligatoire des sources, crédits et autorisations nécessaires pour la diffusion.

• Délais et Conditions Administratives :

- Les contenus doivent être déposés dans le respect des délais fixés et via la plateforme indiquée par la CEDEAO.
- Toute soumission incomplète ou non conforme aux directives pourrait être disqualifiée.

4. Engagement en Matière d'Éthique et de Déontologie

• Originalité et Non-Plagiat :

- Les contenus soumis doivent être originaux et ne pas faire l'objet de plagiat.
- Le candidat doit pouvoir justifier de la propriété intellectuelle de l'ensemble du matériel présenté.

• Transparence et Exactitude :

- Toute information factuelle doit être vérifiée et sourcée.
- Le respect des droits d'auteur et des droits à l'image est impératif.

Ces caractéristiques visent à garantir la qualité, la diversité et l'intégrité des contenus soumis, tout en mettant en valeur l'excellence journalistique dans la région de la CEDEAO. Les candidats sont encouragés à exploiter leur créativité tout en respectant les normes déontologiques et techniques établies par la CEDEAO pour assurer une compétition équitable et stimulante.

Les productions doivent avoir été diffusées ou publiées au cours des 50 dernières années et porter sur un sujet lié aux activités ou aux acquis de la CEDEAO. Les soumissions se feront par Email à l'adresse : ecowasprizeexcellence@ecowas.int

Les candidatures sont ouvertes du 20 février au 20 Mars 2025.

Pour plus d'informations, veuillez écrire à l'adresse jahofodji@ecowas.int, snogueira@ecowas.int

Célébrons ensemble l'excellence journalistique en Afrique de l'Ouest !

Le *Prix d'Excellence de la CEDEAO* est un moyen de saluer le rôle essentiel des médias dans l'avancement de l'intégration régionale et l'épanouissement des populations en Afrique de l'Ouest.

#PrixExcellenceCEDEAO #JournalismeAfrique #MédiasCEDEAO

Systeme éducatif

Qui a dit que notre pays le Bénin a fini d'être Quartier latin de l'Afrique ?

(Trois experts avérés du système éducatif béninois à travers leurs propos révélateurs, édifient les différents acteurs de l'école béninoise)

Ce Dimanche 14 Juillet 2024, même si de façon traditionnelle et spécifique est un jour sacré pour la France, ce pays qui nous a colonisés, il n'en demeure pas moins que les enseignants et les parents d'élèves les plus avertis de la cité BENIN, devraient avoir festoyé au même titre que son excellence Ambassadeur de la France près le BENIN et ceci grâce à trois dignes fils du BENIN, ayant la tête sur les épaules, ayant la tête bien faite et non « bien pleine d'illusions » En effet, l'émission grand public « 90 MINUTES POUR CONVAINCRE » de la Radio Nationale, la chaîne mère de l'espace médiatique béninois, a gâté ses auditeurs en leur permettant de suivre l'une des plus belles émissions éducatives de l'année 2024, émissions qui devraient être portée à tous les enseignants, à tous les parents d'élèves, et surtout

à toutes les autorités de l'école qui estiment avoir connaissance de leur cahier de charge d'une part et d'autre part, n'auraient pas des lectures en retard. Toutes les fois que notre journal, vieux de vingt – neuf ans aujourd'hui, écrit pour aller un peu dans le même sens que ses trois experts que nous saluons et que nous remercions au passage, « LE PERROQUET » disais-je, a toujours été taxé de tous les maux. Maintenant que des voix plus autorisées le disent, il est alors de bon ton que les uns et les autres se l'approprient afin de redynamiser le système éducatif béninois. En ce qui nous concerne au PERROQUET, et puisque le présent numéro est essentiellement réservé pour mettre en exergue les précieux enseignements de nos trois experts à savoir : Toussaint SAGBO



FANOUE, professeur des CEG à la retraite, et ancien directeur du CEG Sainte Rita : Maxime HOUEDJISSI,

avons fait donc l'option de suivre la nomenclature suivante pour satisfaire nos lecteurs.

- 1°) Reprise d'un article écrit anciennement dans les colonnes du journal LE PERROQUET et qui atteste de la bonne anticipation que votre vieux mais intrépide journal, fait des questions éducatives. D'ailleurs, il ne pouvait pas en être autrement lorsque nous savons que votre humble ET FID7LE serviteur du moment bien que journaliste, avait déjà été : instituteur, professeur de

français puis professeur aussi de la langue maternelle FONGBE.

- 2°) Une petite transition
- 3°) l'entièreté de la somptueuse émission réalisée sur l'ORTB, radio nationale, par Toussaint SAGBO FANOUE, professeur des CEG à la retraite, et ancien directeur du CEG Sainte Rita : Maxime HOUEDJISSI, professeur certifié de sport et syndicaliste : Gwladys, Déborah HOUNKPE, docteur en psycho-pédagogie.

- 4°) Conclusion

Lettre ouverte au chef de l'état Président Patrice Talon

Inquiétudes et patriotisme de quelques citoyens

L'enseignement primaire dans le système éducatif béninois : source de navigation à vue dans bon nombre de nos écoles

Deux décennies au moins, avant l'avènement au pouvoir du régime de la rupture, l'enseignement en général et surtout le primaire qui exige que l'enseignant qui le pratique reçoive une formation adéquate, avait déjà commencé par perdre ses lettres de noblesses, contaminant du coup, le secondaire

et le supérieur. Nous avons entendu dire par de jeunes professeurs, « Et nous qui font cours les Mercredis ? » Ce sont des choses qui sortent de l'entendement car l'expérience béninoise nous a révélé qu'au temps du colon, nos aînés, qui ont juste fait du ci au cm2 ont pu travailler dans l'administration béninoise pendant 30 années de carrière avec un niveau intellectuel acceptable où un quelconque entretien avec eux dans la langue de travail qu'est le français témoignait de ce que la manipulation orale de la langue française est la chose qu'ils maîtrisaient le mieux. Qu'il nous souvienne également que pendant la révolution dirigée de mains de maître par feu général Mathieu KEREKOU, l'appellation « intellectuels tarés » a aussi fait son petit bonhomme de chemin, sans que les cadres chargés d'honorer notre système éducatif, ne se soient pas sentis interpellés jusqu'en 2016 où ce chef d'état qui nous gouverne aujourd'hui et qui laisse pantois tous ses interlocuteurs lorsqu'il manipule la langue de Molière, nous a été révélé par la nature. Nous voulons nommer son excellence Patrice Guillaume Athanase TALON, l'actuel chef de l'état béninois qui a pris l'habitude de sidérer tous ceux – là qui l'écoutent lorsqu'il parle la langue française, notre langue de travail. Si lui, homme d'affaires, peut donner une leçon de la langue aux propriétaires même de cette dernière, et que de prétendus enseignants qui ne sont enseignants que pour arrondir leur fin du mois, pataugent dans du « charabia affreux » en disant qu'ils parlent français, on comprend alors les propos stupéfiants et révélateurs issus de la bouche de Patrice TALON à l'entame de son premier quinquennat où il est allé sortir quelque part le terme « désert de compétence » que certains ont interprété à tort et à travers.

« Patrice Athanase Guillaume TALON, vous avez du doigté, de la vision, du goût de l'ambition pour votre pays mais ce n'est pas le cas pour tous ceux qui vous entourent. »

Si dans un gouvernement, il y a un président de la république qui choisit des ministres pour tel ou tel autre département de sa gouvernance, c'est une autre manière de leur octroyer une parcelle de son pouvoir afin qu'ils lui prêtent main forte n'est-ce pas ? Est-ce vraiment le cas dans notre pays, notre cher et unique BENIN ? Tenez ! Dans notre parution numéro 748 du Mardi 19 Avril au Mardi 03 Mai 2022, notre journal a dénoncé la quasi inexistence du cérémonial des couleurs des Lundis matin et des Vendredis soir dans beaucoup de nos écoles, aussi bien primaires, secondaires, publiques que privées, manque de civisme et de patriotisme qui continue royalement de se passer jusqu'aujourd'hui. Le répondant que nous ont donné le ministre des enseignements primaire et son homologue de l'enseignement secondaire et technique, a été tout simplement un calme plat qui dessert leur honorabilité et arrière la république mais du reste ne nous décourage pas car tant que ce ne serait pas corrigé, nous continuerons de dénoncer.

La goutte d'eau qui fait déborder le vase, c'est que le chef de l'état, très indisposé par les innombrables disfonctionnements de notre système éducatif, a finalement cru qu'en mettant en place une nouvelle équipe du Conseil National de l'Education, (CNE) après celui dirigé par le respecté professeur Paulin HOUTONDJI, plusieurs problèmes allaient trouver leurs solutions dans le domaine de l'éducation, mais malheureusement, rien n'y fit.

Excellence monsieur le président Patrice TALON, nous vous prions de demander à vos collaborateurs, de vous rechercher dans leurs archives, notre parution numéro 748 du Mardi 19 Avril au Mardi 03 Mai 2022 ; interpelez le Ministre des enseignements maternel et primaire d'une part, le Ministre de l'enseignement secondaire et de la formation technique d'autre part, et pour boucler la boucle, le président du Conseil National de l'Education (CNE) et demandez-leur de lire devant vous l'article intitulé : « LE CIVISME ET LE PATRIOTISME FONT-ILS ENCORE PARTIE DES PREOCCUPATIONS DES BENINOIS ? » (Page 8) de notre journal.

Ensuite, demandez-leur ce que chacun d'eux a fait dans son département ministériel ou dans le conseil qu'il

dirige, 07 mois après la rédaction de cet article, pour corriger les imperfections dénoncées par notre journal ? Cher président Patrice TALON, comme nous vous l'avons souvent dit, plusieurs des cadres qui vous entourent ont soit des lectures en retard ou bien, ils n'ont pas encore maîtrisé et ceci à bon escient, leur cahier de charge.

Dès lors, nous sommes sûrs et même persuadés que nous essaierons des injures et des menaces de ceux – là qui se sentiront concernés et ils seront peut-être tentés de dire que nous sommes mal placés pour leur faire des leçons du genre.

Permettez – nous excellence monsieur le président de la république, de leur souffler à l'oreille que leur fidèle serviteur du moment, faisant office de journaliste, est l'un des rares journalistes béninois, spécialistes des questions éducatives. Actuellement professeur de français dans les CEG, il a fait ses premiers pas dans l'enseignement primaire, et a été formé à l'Ecole Normale des Instituteurs des départements de l'Atlantique et du Littoral, école normale dirigée de mains de maître par feu GBETEGAN Simon, lui – même ancien intendant du lycée Béhanzin dans les années 70, et reconnu pour sa rigueur de fer. Votre fidèle serviteur disais – je, après l'école normale est sorti sur décision ministérielle, Numéro 970//...../...../ du 30 Juillet 1987 signée par Barnabé BIDOUZO Ministre de l'Education Nationale et Saliou ABOUDOU, Ministre intérimaire du travail et des affaires sociales.

Votre fidèle serviteur du moment, est aussi promoteur d'école : les références de son agrément ou autorisation d'ouverture sont :

N° 061/ MEPS/ CAB/ DC/ SGM/ DPP/ SP aux numéros 18 (pour la maternelle) et 403 404 (pour le primaire).

Enseignant bon teint, votre fidèle serviteur du moment, est aussi souvent intervenu dans des activités relevant de l'enseignement supérieur. Par note de service numéro 424 – 06/ MESFP/ CAB/ DC/ SGM/ DOB/ SP DU 23 juin 2006, il a été nommé chef secrétariat du centre de correction d'ABOMEY – Calavi, pour l'examen du BACCALAUREAT, session de JUIN 2006, après avoir eu près de 10 ans d'expériences dans ce secteur. A l'époque, le centre de correction d'Abomey - Calavi pour l'examen du Baccalauréat, était le plus grand centre du BENIN, regorgeant 17 centres de compositions. Malgré cela, c'est ce centre qui a rendu disponible le tout premier dans tout le BENIN, les résultats du baccalauréat, suivi de deux autres prouesses non moins importantes que nous ne voudrions pas citer ici, (secret professionnel l'exigeant) (Ceci peut être vérifié sur le NET)

Là – dessus, nous sommes parmi les journalistes les mieux placés pour parler éducation au BENIN.

Revenant sur les réalités de l'enseignement primaire dans notre pays le BENIN, la plupart de nos écoles ne respectent plus rien et du coup, sacrifient l'avenir des pauvres enfants béninois susceptibles d'être la relève de demain.

De la mathématique aux différentes leçons d'histoire, de géographie, de science, de morale d'éducation civique en passant par le français, plus de respect du programme, ni de la démarche, ni de la méthodologie. Chacun y va selon sa conception de la vie.

1) La mathématique : Voilà l'une des matières scientifiques dont l'enseignement ne devrait souffrir d'aucune entorse car une bonne administration de cette matière, aguerrit le cerveau de l'enfant et lui confère des automatismes positifs qu'il exploite toute sa vie. Les différentes étapes sont : le calcul mécanique : (A brûle pourpoint – le système cadran – le calcul mental accompagné des règles qui le régissent.) la révision de la dernière leçon à travers deux exercices au moins, que l'enseignant fait faire à toute la classe. La motivation de la nouvelle leçon – La nouvelle leçon proprement dite dont les particularités sont enseignées à partir d'un problème expliqué, aujourd'hui appelé (Item)

2) Le Français : Il fait appel au vocabulaire dans toute sa nomenclature, à la grammaire, à la conjugaison à l'expression orale et écrite, à la construction de phrases, aux analyses grammaticales, aux analyses logiques etc...

3) quand nous parlons du français de façon générale, l'exercice structural constitue l'épine dorsale de toutes les disciplines enseignées en français. Ce sont des leçons qui ne font pas objet d'apprentissage systématique comme ceux cités plus haut mais dont les thèmes doivent faire l'objet d'une étude minutieuse au début de toute leçon de français.

Arrêtons-nous momentanément là afin de les approfondir et de continuer lors de notre prochaine parution.

C'est donc le malheureux boycott des différentes étapes de ces différentes leçons qui abrutissent et abêtissent nos pauvres enfants qui plus est, subissent des châtiments corporels non mérités aux mains des enseignants mal formés, et qui se trouvent obligés de combler leurs larges insuffisances par des coups de fouet intempestifs et intempestibles qu'ils administrent aux pauvres enfants à qui ils demandent de faire la restitution de choses qu'ils leur ont mal enseignées, ou qu'ils ne leur ont même pas enseignées du tout.

A quand la fin de ce bordel qui sacrifie nos jeunes apprenants sur l'hôtel de l'ignorance des prétendus « Maîtres » ?

L'éminent pédagogue, auteur contemporain J J ROUSSEAU a dit dans l'un de ces célèbres ouvrages : « Il n'y a pas de mauvais élèves : il n'y a que de mauvais maîtres ».

Pour les parents d'élèves qui ont leurs enfants dans les écoles privées, eux aussi n'ont qu'à savoir que : « Tout ce qui brille, n'est pas de l'or. »

Nous n'avons pas la prétention d'ennuyer davantage ni le chef de l'état à qui nous adressons spécialement cet article, ni nos lecteurs en continuant de l'allonger. Nous voulons tout simplement demander et ceci avec déférence au président Patrice talon, ce qui suit :

« Nous sommes des spécialistes des questions éducatives, nous avons été formés par l'état béninois pour pouvoir former d'autres personnes à avoir les mêmes aptitudes que nous avons aujourd'hui. Nous sommes promoteur d'établissement privé avec détention de deux agréments (Maternel et primaire). Pour des raisons familiales, le site que nous exploitons, aujourd'hui, n'est plus disponible mais notre autorisation d'ouverture est là et n'est pas utilisée pour le moment alors que son exploitation pourra sauver des milliers de jeunes béninois, à savoir : les jeunes enseignants qui ont besoin d'expériences professionnelles et les jeunes béninois, plongés dans une indigence malheureuse comme les enfants de nos concitoyens agents de sécurité tombés sur le champ de bataille ces derniers temps. Là – dessus, nous vous demandons de bien vouloir nous prêter main forte pédagogiquement, c'est-à-dire sur le plan infrastructures, afin de nous permettre de mettre nos écoles qui sont autorisées et qui actuellement ont leurs portes closes, à la disposition des couches démunies et ce serait la partition que nous aurions jouée dans la crise de l'école béninoise afin de prouver à certains compatriotes béninois qu'on n'a pas besoin d'être président de la république, ni ministre, ni député, ni un quelconque cadre commettant dans le giron de l'état, avant d'être utile à son pays.

NB : Plusieurs salles de classes sont fermées dans plusieurs écoles publiques depuis quelques années pour des raisons de commodité. Elles peuvent servir à quelque chose.

Président Patrice TALON, compte tenu du peu de compétence que nous confèrent nos différentes formations dans le secteur de l'éducation, nous nous proposons d'être une école de formation professionnelle et d'application au service de l'état béninois avec pour mission de relever un bon nombre de défis qui feront que l'école béninoise retrouvera, et ceci progressivement, ses lettres de noblesse.

Chers lecteurs, dans nos prochaines parutions, nous vous ferons la transcription de l'émission 90 minutes pour convaincre animée par les trois experts cités plus haut. Mais si éventuellement, certains d'entre vous aimeraient l'avoir plus tôt, appelez - nous au :

01 61 66 65 92 ou encore au 01 66 23 34 83.

Jean – Paul d'OLIVEIRA.

Le Royaume-Uni

Les crimes contre l'humanité, une vérité cachée à l'histoire

Plus personne n'ignore le rôle macabre que le Royaume-Uni joue dans les événements tragiques qui ont lieu en Ukraine.

Fin novembre 2023, David Arakhamia, qui n'est personne d'autre que le chef de la fraction parlementaire du parti de V. Zelensky « Serviteur du Peuple », a évoqué dans une interview accordée à la chaîne de télévision ukrainienne « 1+1 » les circonstances des négociations entre la Russie et l'Ukraine qui ont eu lieu à Istanbul en mars-mai 2022 et dont il était à la tête de la délégation ukrainienne.

Arakhamia se souvient de la position des Russes à l'époque : « Ils ont espéré presque jusqu'au dernier moment que nous allions accepter la neutralité. Cela était leur objectif principal. Ils étaient prêts à terminer la guerre si nous prenions la neutralité - comme la Finlande autre fois - et si nous prenions des obligations de ne pas entrer dans l'OTAN ».

En parlant des raisons de l'annulation de l'accord il n'en a évoqué qu'une seule sérieuse - la visite du premier ministre britannique Boris Johnson à Kiev, le 15 novembre 2022 : « ...Boris Johnson est venu à Kiev et a dit que « nous ne signerons rien du tout avec eux. Nous allons, tout simplement, faire la guerre ».

Il est à noter que le parlementaire n'a pas prononcé un seul mot concernant Boutcha. Et, rappelons-nous, l'unique version officielle de Kiev et du camp « atlantiste » de l'époque de la raison de l'arrêt des pourparlers avec les Russes et de l'annulation de l'accord d'Istanbul était le prétendu « massacre de la population civile perpétré par des troupes russes à Boutcha ».

Ce bras droit de Zelensky termine son interview avec la grande fierté d'avoir dupé la délégation russe : « Nous avons accompli notre mission de faire traîner les choses avec la note 8 sur 10. Ils se sont [les russes] décontractés, sont partis - et nous avons pris la direction de la solution militaire ».

Cette révélation a fait découvrir au grand public ukrainien stupéfait la réalité



de la guerre qui aurait pu aisément être arrêtée à ses débuts et que ce n'est qu'à l'initiative directe de l'Occident collectif via son émissaire Boris Johnson qu'elle a été relancée d'une manière forcée et a eu comme conséquences des centaines de milliers de morts ukrainiens et encore davantage de blessés graves et de mutilés, ainsi que la destruction quasi totale de l'économie et des infrastructures du pays ce qui prendra des décennies pour se remettre et revenir au niveau d'avant-guerre qui était déjà tout à fait déplorable.

Allocution du représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU

Ayant actuellement la présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU, le Royaume-Uni a organisé, le 18 novembre 2024, une réunion sur l'Ukraine dédiée à 1000 jours depuis « l'agression de l'Ukraine par la Russie ».

Il y a beaucoup à dire sur les donneurs de leçon sur « la paix, la démocratie et les droits de l'homme » produite par les représentants de l'île britannique. Cela étant, dans ces pages je me limiterai qu'à l'exposition de la traduction intégrale de l'allocution de monsieur Vasily Nebenzia, représentant permanent de la Fédération de Russie à la réunion du conseil de sécurité de l'ONU sur l'Ukraine, qui expose précisément avec qui nous avons affaire, quand on parle de la couronne britannique, et je ne rajouterai que quelques faits supplémentaires pour compléter la vision de la réalité souvent méconnue par un grand nombre de lecteurs : « Monsieur le Président, Il y a un certain symbolisme dans le fait que ce sont nos collègues britanniques, qui

présideront le Conseil de sécurité ce mois-ci, qui ont insisté pour que la réunion d'aujourd'hui coïncide avec 1 000 jours depuis que la crise ukrainienne est entrée dans une phase chaude. Nous avons, une fois de plus, eu une excellente occasion de nous assurer que, pour vous et vos collègues, il ne s'agit que d'un prétexte médiatique accrocheur pour diffamer la Russie, en y accrochant ces étiquettes éculées qui, comme on pouvait s'y attendre, abondaient dans les discours des membres occidentaux du Conseil. Et dans votre pays - la Grande-Bretagne - la russophobie a longtemps été élevée au rang de politique d'État, bien avant février 2022.

Permettez-moi de vous rappeler qu'en préparant la réunion d'aujourd'hui, vous avez manqué une autre opportunité médiatique, bien plus importante dans le contexte de la crise ukrainienne que la date que vous avez choisie. Vendredi dernier, le 15 novembre, cela faisait exactement 950 jours depuis la visite de l'ancien chef du gouvernement britannique Boris Johnson à Kiev, lorsque, comme nous le savons tous avec certitude, il avait dissuadé le chef du régime de Kiev de signer un accord de paix avec la Russie, paraphée à Istanbul, qui mettrait un terme aux hostilités. Nous en étions alors très proches. En signe de bonne volonté, la Russie a même retiré ses troupes du nord de l'Ukraine, notamment à proximité immédiate de Kiev.

En d'autres termes, 50 jours après le début de notre opération militaire spéciale, alors que les pertes dans les rangs des forces armées ukrainiennes n'étaient pas si importantes, les opérations militaires avaient toutes les chances de prendre fin, sans l'intervention du Premier ministre britannique, qui a convaincu Zelensky qu'il devait continuer à se battre et qu'avec l'aide et le soutien des pays occidentaux, il pourrait bien infliger à la Russie une défaite stratégique, ce qui intéressait précisément le Premier ministre britannique et ses complices occidentaux. Et pour expliquer d'une

manière ou d'une autre un tel tournant de l'opinion publique ukrainienne et mondiale, avec la participation directe des services de renseignement britanniques et des médias, une provocation absolument maladroite a été concoctée à Boutcha, où, après le retrait de l'armée russe, des cadavres de personnes ont été amenés et étalés dans les rues, dont personne n'a pris la peine d'expliquer l'origine et la véritable cause du décès, malgré nos requêtes répétées. De manière générale, ils s'avèrent que la Grande-Bretagne a poussé le régime de Kiev vers une défaite inévitable, provoquant son choix en faveur de la poursuite de la confrontation avec la Russie. Je pense qu'en Ukraine, ils n'oublieront pas longtemps que c'est grâce aux actions de votre pays que cet État se trouve aujourd'hui dans une situation économique terrible, a perdu la majeure partie de son armée et de son équipement militaire, et a également perdu au moins quatre régions, en plus de celle qui a été libérée en 2014 de la Crimée ukrainienne.

Les Ukrainiens ont depuis longtemps cessé de vouloir se battre, l'armée ukrainienne a oublié depuis deux ans ce que sont les volontaires



et le régime de Kiev, ayant empêché les hommes de quitter le pays, attrape aujourd'hui dans les rues les réfractaires, y compris en utilisant des armes à feu, et les envoie de force vers le hachoir à viande inutile et pratiquement sans préparation. Le front oriental des forces armées ukrainiennes dans le Donbass s'effondre sous nos yeux - Vous êtes bien conscient du rythme d'avancée de notre armée, et le régime de Zelensky, essayant de maintenir le soutien de l'Occident, a fait une incursion absolument insensée dans la région de Koursk et a tenté de s'emparer et d'exploser la centrale nucléaire de Koursk, ce qui a coûté aux forces armées plusieurs dizaines de milliers de soldats bien entraînés. Cette aventure a été une erreur fatale et n'a fait qu'accélérer l'inévitable future défaite de l'Ukraine sur le champ de bataille, qu'aucune nouvelle arme occidentale ne pourra l'aider

à éviter.

Les initiateurs de la réunion d'aujourd'hui devraient, par souci de transparence, partager avec nous les fabuleux bénéfices financiers que la Grande-Bretagne a reçus pendant près de trois ans de soutien militaire à l'Ukraine, comment vos sociétés d'armement se sont enrichies grâce au sang et aux tragédies des Ukrainiens ordinaires, et comment votre ministère de la Défense a réussi à se débarrasser de vieux équipements militaires en le vendant à des prix faramineux à l'Ukraine en guerre, au lieu de dépenser des sommes considérables pour les recycler. Il serait également intéressant de parler de la corruption qui accompagne ces processus, dont on ne peut deviner l'ampleur. Ainsi, comme l'écrivent les médias ukrainiens eux-mêmes, après la victoire de Donald Trump aux élections américaines, la panique s'est installée au sein de l'élite ukrainienne, non seulement parce que les États-Unis pourraient reconsidérer leur aide à l'Ukraine, mais parce que les nouvelles autorités pourraient vouloir gérer tout cet argent qui était envoyé en Ukraine et procéder à un audit comptable

complet de l'aide déjà fournie. Ce scénario, comme le notent unanimement les experts ukrainiens, est bien le plus terrible pour Zelensky, car une partie importante de l'aide est simplement volée et appropriée par le président ukrainien périmé et son entourage.

Si l'on considère que le volume de l'aide militaire de la Grande-Bretagne à la junte de Kiev depuis février 2022 s'élève à lui seul à 9,7 milliards de dollars américains, votre pays apporte sans aucun doute également sa contribution à la croissance de la corruption en Ukraine. Certes, il est peu probable que nous attendions des enquêtes pertinentes de la part des autorités britanniques, car dans de tels cas, comme nous le savons, le plus important pour les enquêteurs c'est de ne pas trouver des coupables chez eux.

Monsieur le Président, en fait, pour ceux qui connaissent l'histoire du Royaume-Uni, ses nombreuses années

d'intervention en Ukraine, qui ont abouti aux actions mentionnées ci-dessus, ne constituent nullement une révélation. Après tout, le Royaume-Uni se moque profondément de ses voisins, provoquant la discorde entre les États et les peuples, puis soutenant certains d'entre eux contre d'autres, avec enthousiasme et le savoir-faire acquis dans ce domaine depuis des siècles - toutes vos anciennes colonies peuvent en parler avec des couleurs vives. Soit dit en passant, sur les 193 membres actuels de l'ONU, seuls 22 États peuvent se vanter que leur territoire n'a jamais été envahi ni combattu par la Grande-Bretagne. Notre pays ne fait pas exception à la règle : la dernière invasion de ce type a été l'intervention britannique après les événements révolutionnaires de 1917, lorsque divers prédateurs et vautours ont tenté de mettre la Russie en pièces.

Mais nous avons survécu, nous en sommes sortis, sommes devenus plus forts et sommes désormais contraints de lutter contre une nouvelle intervention par procuration des membres de l'OTAN luttant contre la Russie en Ukraine, y compris la Grande-Bretagne. C'est ainsi que l'on peut percevoir non seulement l'injection continue d'armes dans le régime de Kiev et son alimentation en données de renseignement, mais aussi la présence d'instructeurs et de mercenaires britanniques, dont des centaines ont déjà été éliminés, ainsi que les tentatives de spécialistes britanniques de créer la production de drones, de missiles et de bateaux sans pilote en Ukraine.

Nous comprenons qu'au XXIe siècle, il est difficile de laisser l'Ukraine et la Russie tranquille, car les gènes des colonialistes qui, pendant des siècles, ont semé le chaos en Asie, en Afrique et en Europe, font des ravages. Nous savons tous que l'Empire britannique a réprimé brutalement et cyniquement la résistance de ses colonies pendant 250 ans, recourant à l'assimilation forcée et à la discrimination raciale, oubliant les valeurs humaines simples et les droits des peuples sous sa domination. Ce sont les populations civiles des pays colonisés qui ont payé de leur vie et de leur liberté les ambitions impériales de la métropole.

Il suffit de rappeler le nettoyage ethnique en Irlande, alors que sur une population de plus de 1,5 millions d'habitants, il n'en restait plus que 850.000 après la conquête britannique. Et pendant la Seconde Guerre des Boers, au



tournant des XIXe et XXe siècles, ce sont les Britanniques qui furent les premiers à inventer les camps de concentration et à y rassembler la population civile pour qu'elle n'aide pas l'armée des Boers. On ne sait pas combien de personnes sont mortes à cette époque, car les Britanniques ne considéraient pas la population indigène d'Afrique comme un peuple et, en principe, n'avaient pas documenté les pertes parmi les Africains. Bien que l'on sache qu'au Kenya, après le soulèvement de Mao-Mao, les Britanniques ont mené des répressions massives, assassinant environ 300.000 représentants de cette nation et chassant encore un million et demi de personnes dans des camps et en les transformant en esclaves. Et en Inde, qui a subi d'énormes dégâts pendant la période de domination britannique, entre 15 et 29 millions de personnes ont été victimes de la famine provoquée par la seule Grande-Bretagne.

Les conséquences des actions des anciens colonialistes se font encore sentir dans le monde moderne. Et bien que les empires coloniaux appartiennent formellement au passé, les anciennes méthodes – pression, manipulation et ingérence dans les affaires souveraines – continuent d'être utilisées sous de nouvelles formes. Non seulement la Grande-Bretagne n'est pas ici une exception, mais plutôt un « créateur de tendances » et, malgré tout, elle connaît des douleurs fantômes pour un empire sur lequel « le soleil ne s'est jamais couché », nostalgique de la domination mondiale perdue, recourt au chantage et aux sanctions, en collaboration avec des partisans partageant les mêmes idées. Les Franco-Saxons sont engagés dans le renversement de gouvernements indésirables par le biais de « révolutions de couleur », dont l'une des victimes fut l'Ukraine en 2014. Nous disons tout cela pour souligner qu'il n'y a pas et ne peut pas y avoir de droit moral de blâmer ou de reprocher quoi que ce soit à notre pays, qui s'est donné pour mission de se débarrasser du « nid de frelons » nationaliste et néo-nazi que vous nourrissez à nos frontières. Jusqu'à ce que ces menaces, y compris l'absorption de l'Ukraine par l'OTAN, soient éliminées, jusqu'à ce que cesse la discrimination contre la population russophone basée sur la langue, la foi, l'histoire, jusqu'à ce que l'Ukraine cesse de blanchir et de glorifier les complices d'Hitler - notre opération spéciale se poursuivra. Ces objectifs seront atteints dans tous les cas, diplomatiquement ou militairement, quels que soient les plans et projets de « paix » développés en Occident dans le but de sauver l'acteur



du divertissement Zelensky et sa clique. Et indépendamment de la frénésie militariste de l'administration démocratique qui, après avoir lamentablement perdu les élections présidentielles et perdu la confiance de la majeure partie de sa propre population, est, selon les médias, en train de délivrer des « autorisations » suicidaires au régime Zelensky d'utiliser des armes à longue portée pour frapper en profondeur le territoire russe. Peut-être que Joe Biden lui-même, pour de nombreuses raisons, n'a rien à perdre, mais la myopie des dirigeants britanniques et français, qui se précipitent pour jouer le jeu de l'administration sortante et entraînent non seulement leurs pays, mais aussi l'ensemble du pays de l'Europe vers une escalade à grande échelle aux conséquences extrêmement graves, est frappant. C'est exactement ce à quoi nos anciens « partenaires » occidentaux feraient bien de réfléchir avant qu'il ne soit trop tard.

Ceux qui ont récemment parlé d'une sorte de « gel » du front et de divers projets similaires aux « accords de Minsk » rejetés à un moment donné par l'Ukraine et ses patrons occidentaux devraient également s'en souvenir. Ne perdez pas de temps, nous n'avons plus aucune confiance en vous et nous nous contenterons que d'une solution qui éliminera les causes profondes de la crise ukrainienne et ne permettra pas qu'une telle situation se reproduise. Et nous vous conseillons d'oublier les tentatives visant à vaincre la Russie sur le champ de bataille. L'Europe a essayé de le faire à plusieurs reprises, et on sait comment cela a abouti à chaque fois. Merci de votre attention. »

Le supplément de la réalité sur la grande « démocratie » Britannique : le cannibalisme à l'occidental

En exposant la véritable nature profondément sordide et sanguinaire de la couronne britannique (à ne pas confondre la couronne et son appareil exécutif avec le peuple), il est à souligner que le représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU a fait une remarquable preuve d'amabilité et de retenue en décrivant les « exploits » du pouvoir britannique à travers l'histoire et jusqu'à ce jour.

Notamment, en parlant des 15-29 millions de morts dus à la famine orchestrée par les Britanniques en Inde, considéré en tant que « joyau de la Couronne » britannique, il n'a pas précisé que selon les études historiques les plus sérieuses, la colonisation britannique de l'Inde a causé en tout non pas 29 millions, mais dans les 165 millions de morts Indiens tant par la famine que par les conditions de travail comparables à celles des esclaves en faveur de l'île britannique. Ne serait-ce qu'entre 1875 et 1900, environ 26 millions de personnes y ont été mis à mort. Lorsque les statistiques dignes de ce nom sont apparues, l'espérance de vie en Inde en 1911 n'était que de 22 ans. Cependant, l'indicateur le plus éloquent était l'accessibilité des céréales alimentaires. Si en 1900, la consommation annuelle par habitant était de 200kg, à la veille de la Seconde guerre mondiale elle était déjà de 157kg. En 1946, elle est tombée encore plus - à 137 kg/hab. Soit, proportionnellement, le petit-fils a mangé 1,5-2 fois moins que son grand-père à l'époque.

Winston Churchill, le grand démocrate et combattant pour la liberté face à l'obscurantisme, disait : « Je hais les Indiens ! Ce sont des gens semblables à des bêtes avec une religion bestiale. La famine - c'est leur propre faute, car ils se reproduisent comme des lapins ! » Cependant, les lapins ne sont pas à blâmer : la famine en Inde était due quasi exclusivement au fait qu'en près de 200 ans de sa présence parasitaire en Inde, la « Grande » Bretagne a pompé du territoire occupé l'équivalent de 200 billions de dollars d'aujourd'hui. Pour apprécier la démesure de cette exploitation, il suffit de se rappeler, par exemple, le PIB des Etats-Unis d'Amérique qui en 2023 était de 27,36 billions de dollars.

Le représentant de la Russie à l'ONU, n'a pas mentionné non plus l'un des plus importants génocides dans l'histoire de

l'humanité, directement organisé par la couronne britannique. Celui des Chinois au 19ème siècle.

À la suite des deux « guerres de l'opium » menées par la Grande Bretagne (appuyées par la France), dont l'une des principales raisons était le déséquilibre de la balance commerciale en faveur de la Chine, le 25 octobre 1860, le traité de Pékin a été signé par le gouvernement Qing en défaite. Hormis un grand nombre de concessions en faveur des Britanniques, dont l'expropriation de Hong-Kong, c'est, surtout, l'ouverture du marché chinois à la production occidentale qui a eu lieu. La marchandise qui pouvait égaliser la balance commerciale, apportant au passage de faramineux profits financiers aux britanniques, était l'opium. Ainsi, le flux constant de quantités gigantesques d'opium vendu par les Britanniques en Chine, via la porte d'entrée qui est devenue Hong-Kong, a été mis en place et a conduit vers une propagation sans égale de la toxicomanie parmi les populations. La propagation qui a directement mené vers une gravissime dégradation de l'état de santé de la nation chinoise et vers l'extinction massive de la population. Il est difficile de quantifier précisément le nombre de morts causés par les dealers de drogues en faveur de la couronne britannique : selon les diverses études il se situe entre 20 et 100 millions de victimes.

Lors de la réunion au conseil de sécurité de l'ONU, Vasiliy Nebenzia n'a pas mentionné non plus la grande famine organisée en 1943 par la couronne britannique au Bengale.

Au cours des sept premiers mois de 1943, 80.000 tonnes de céréales alimentaires ont été exportées du Bengale déjà affamé. Les autorités britanniques, craignant l'invasion japonaise, ont utilisé la tactique de la terre brûlée, en ayant pas le moindre scrupule vis-à-vis des populations locales laissées d'une manière préméditée à la mort certaine de faim. Non seulement la nourriture a été volée, mais également tous les bateaux capables de transporter plus de 10 personnes (66 500 navires au total) ont été confisqués, ce qui a mis à mort la pêche locale, ainsi que le système de transport par voie navigable que les bengalis utilisaient pour livrer de la nourriture. Une fois de plus, les chiffres précis de

la politique britannique au Bengale sont inconnus - le nombre de morts de faim est estimé de 0,8 à 3,8 millions de personnes. Certains chercheurs indépendants estiment que même le nombre proche de 4 millions de morts qui vient des sources britanniques est inférieur à la réalité.

Par ailleurs, les débuts du supplice du Bengale sous l'occupation britannique ne date guère de 1943. Déjà en 1770, lors d'une sécheresse qui a tué environ un tiers de la population du Bengale - près de 10 millions de personnes - la Compagnie britannique des Indes orientales qui a occupé le pays pendant cinq ans, n'a jamais envisagé de prendre la moindre mesure pour contrer la tragédie qui s'est déroulée sous ses yeux. Bien au contraire : pendant cette famine qui fait partie des plus importantes dans l'histoire de l'humanité, les fonctionnaires britanniques coloniaux sur place faisaient des rapports de bonheur et de satisfaction à leurs supérieurs à Londres sur l'augmentation de leurs revenus financiers grâce au commerce et à l'exportation de produits alimentaires depuis le Bengale.

Un grand nombre de crimes contre l'humanité perpétrés pas la couronne britannique à travers l'histoire ne sont pas comptabilisés sur ses pages qui ne recensent qu'une partie de ces derniers et qui n'ont eu lieu qu'avant la fin de la seconde guerre mondiale. Il faut bien plus de pages pour décrire toutes les atrocités, y compris celles dès 1946 et à ce jour, commises par Londres vis-à-vis de tant de peuples sous le mode opératoire et la devise principale « diviser pour régner et tirer les profits », dont la dernière en date est sa participation directe et majeure dans la mise en place des éléments menant au déclenchement inévitable de la guerre sur le territoire de l'Ukraine et à la pérennisation du conflit qui a déjà causé plus d'un million de morts, de mutilés et de blessés parmi les deux peuples-frères pour la plus grande satisfaction et profit des tireurs de ficelles Anglo-saxons qui agissent en bande organisée de pyromanes mettant le monde à feu et à sang et en donnant au passage des leçons sur la paix, la démocratie, la liberté et les droits de l'homme.

Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA)



COMMUNIQUE DE PRESSE

Quiz Eco Agir : Participez, apprenez, et gagnez !

L'association **La Voix des Consommateurs**, avec l'appui du projet **AGIR-Eau de la GIZ**, organise du **14 Février au 05 Mai 2025**, le **Quiz Eco Agir**, un jeu radiophonique d'exception en direct sur les radios de Cotonou, Abomey-Calavi, Ouidah, Sèmè-Podji, Porto-Novo, Lokossa et Djougou. :

Objectifs du Quiz Eco Agir

Ce concours vise à sensibiliser les populations sur les bonnes pratiques et l'importance d'une bonne gestion des eaux usées et des boues de vidange domestiques. Chaque participant pourra ainsi contribuer à un environnement plus sain et à une meilleure qualité de vie pour tous.

À qui s'adresse ce jeu ?

Le Quiz Eco Agir est spécialement conçu pour :

- Tous les citoyens du Bénin, et plus particulièrement ceux des communes de Cotonou, Abomey-Calavi, Ouidah, Sèmè-Podji, Porto-Novo, Lokossa et Djougou en vue de s'informer et d'enrichir leurs connaissances sur les bonnes pratiques de gestion des eaux usées et boue de vidange domestiques ;
- Ceux qui souhaitent s'engager pour un environnement plus sain et durable ;
- Ceux qui désirent contribuer activement à la protection de l'hygiène et de la santé au sein des ménages.

Pourquoi y participer ?

- **Apprenez en vous amusant** : Répondez aux questions, partagez vos idées et vivez une expérience enrichissante ;
- **Interagissez en direct pour découvrir des solutions à vos problèmes quotidiens** de gestion des eaux usées et boues de vidange domestiques ;
- **Gagnez des prix mémorables d'écocitoyen** : T-shirts, casquettes et sacs d'emplètes écologiques pour récompenser votre engagement.

Rejoignez le mouvement !

Devenez un **citoyen-modèle** et inspirez vos concitoyens à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement.

Pour toute information :

Contactez-nous au **0164090000 / 0162010000**

Agissons pour un cadre de vie sain



Robin ACCROMBESSI



MINISTÈRE
DE L'EAU ET DES MINES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



ASSOCIATION
LA VOIX DES
CONSUMMATEURS

Célébration de l'édition 2025 de la fête culturelle et identitaire Wémèxwé

Février 1990 - Février 2025

L'apothéose pour dimanche prochain aux Aguégus

C'est le tour de la commune des Aguégus d'accueillir la 15^{ème} édition de la fête identitaire des Wémènou. Tout a démarré par la messe de l'Église du Christianisme Céleste qui a placé les manifestations sous l'autorité de Dieu. Durant cinq jours la des Aguégus va connaître la grande attraction avec une série d'activités bien organisées par le coordonnateur général monsieur Antoine Bonou et son staff.

✍ Elie Adeleye

La place Goukon, dans la commune des Aguégus était aux couleurs de la soutane des fidèles de l'Église du Christianisme Céleste (ECC). En effet, Wémèxwé, la fête identitaire d'union et de solidarité des filles et fils de la Vallée de l'Ouémé a démarré effectivement le mercredi 19 février. Pour cette 15^{ème} édition de Wémèxwé, la tradition festive du démarrage des manifestations n'a pas changé avec l'ordre des activités au programme. Ainsi, la seule et unique religion non importée au monde créée, le 29 septembre 1947, par un africain en particulier un béninois, le Prophète Samuel Bilewu Joseph Oshoffa (1909-1985), a donné le top des activités à travers un culte gigantesque.



Un lancement sous l'autorité Dieu

Aux Aguégus, dans la matinée de ce premier jour, c'est le deuxième dirigeant religieux mondial de l'ECC qui a eu l'autorisation du Numéro 1 du Saint Siège, à Porto-Novo, pour diriger le culte. Le Pasteur Patrice L. Lachimi a placé les manifestations de Wémèxwé 2025 sous l'autorité de Dieu. C'était en présence des wémènou du Bénin et de la diaspora avec à leur tête le Coordonnateur général

de Wémèxwé, Antoine Bonou. Qu'ils soient fidèles de l'ECC ou pas, c'était l'union qui a prévalu. Suivant ainsi l'organisation de l'Union Générale pour le Développement des Communes de la Vallée de l'Ouémé (UGDO), le programme indicatif très alléchant se poursuit jusqu'au dimanche 23 février prochain. Ce sera le grand jour pour ne pas dire l'apothéose.

L'historique conférence nationale mère de la démocratie béninoise a 35 ans

La conférence des forces vives de la nation, tenue à Cotonou du 19 au 28 février 1990, a permis la réconciliation nationale et l'avènement d'une ère de renouveau démocratique. Cette ère a instauré au Bénin un climat d'espoir et de renaissance politique. Cette conférence qui a réconcilié la nation béninoise avec elle-même, a institué un cadre favorable à l'expression des libertés populaires, avec pour conséquences, l'émergence du multipartisme politique ; ce qui a généré sur l'échiquier politique de notre pays, une multitude de formations politiques. Ainsi, la mémoire collective se souviendra encore et toujours du mois de Février, comme celui de porte bonheur dans le processus d'émancipation politique des moments sombres d'avant 1990, tant, l'option démocratique choisie qui

fait du Bénin la glace, le paradigme et l'exemple à suivre en Afrique de l'Ouest n'a été possible qu'avec la conférence des forces vives de la nation, ciment de ce nouveau deal politique où la souveraineté appartient au peuple. 35 ans après, est-il important de revisiter l'histoire en priant Dieu pour cette grâce qu'il a donnée à ce peuple de paix depuis lors, qui connaît une stabilité captivante. Les acquits sont-ils toujours sauvegardés ? A cette question, il est important de faire remarquer les multiples réformes mises en œuvre, d'autres en cours d'expérimentation, dans la vision d'améliorer le système partisan au Bénin. Il faut rappeler les remous constatés lors des élections ces dernières années. Cependant, celles-ci sont organisées à bonne date. Pour l'heure, il faut prier pour la paix, la cohésion nationale et en l'honneur des

pères de cette conférence des forces vives de la nation, qui a sonné le déclic pour un Bénin nouveau. De vénérable mémoire, Monseigneur Isidore Desouza désigné Président du présidium a dit, citation : « plaise au ciel, qu'aucun bain de sang, qu'aucun bain de sang ne nous éclabousse et ne nous emporte dans ses flots ». Aujourd'hui, il revient à chaque citoyen du pays : militants, cadres de l'administration, membres de parti politique et exécutif doivent se mobiliser pour l'intérêt commun qu'est l'unité nationale, afin de demander à Dieu de continuer à faire jaillir ses bénédictions sur le Bénin qui a toujours eu faveur auprès de lui. En tout cas, pour la stabilité politique, la paix, la cohésion sociale et l'unité nationale, aucun sacrifice n'est de trop.

Bertin Djitrinou

Accès aux logements sociaux et économiques de la cité nouvelle de Ouèdo

Qui peut en bénéficier et quels sont les critères d'attribution ?

La commercialisation des logements sociaux et économiques de la cité nouvelle de Ouèdo, située dans la commune d'Abomey-Calavi démarre officiellement ce jeudi 20 février 2025. Annoncé lors d'une conférence de presse tenue ce lundi 17 février 2025 à Cotonou par le ministre du cadre de vie, José Tonato, ce lancement marque une étape importante dans la mise en œuvre de ce programme ambitieux du gouvernement de Patrice Talon, visant à répondre à la forte demande de logements abordables et à améliorer les conditions de vie des Béninois. Le défi majeur pour de nombreux ménages au Bénin reste l'accession à une propriété. Dans le but de faciliter l'accès au logement pour les populations à revenus intermédiaires et modestes, l'état béninois a mis en place un programme de logements sociaux et économiques. En rappel, la Cité nouvelle

de Ouèdo est un cadre de vie intégré avec des équipements de proximité, des espaces verts, des aires de jeux et des voies piétonnes. Elle s'étend sur une superficie de 235 hectares. Au total, 10 849 logements, dont 3 559 logements individuels (villas basses) et 7 310 logements collectifs (appartements), y sont prévus. Ainsi, dès le jeudi 20 février 2025, les béninois désireux d'acquiescer l'un des logements pourront commencer les démarches nécessaires pour acquiescer leur logement, dans le respect des critères d'éligibilité définis. Car, cette opportunité n'est pas destinée à tous les béninois. En effet, pour être acquiescer de l'un de ces logements, il faut répondre à certains critères. Ces logements sont accessibles sous certaines conditions strictement définies. Alors, qui peut en bénéficier et quels sont les critères d'attribution ? Deux catégories de logements seront vendues par la formule

location-accession ou par la formule vente directe. La première catégorie concerne les logements sociaux (type D), destinés en premier lieu aux ménages à revenus intermédiaires. Les fonctionnaires de l'État, les salariés du secteur privé, les artisans et les agriculteurs recensés comme tels peuvent acquiescer l'un de ces logements. Les bénéficiaires de logements sociaux ne peuvent acquiescer qu'un seul logement par ménage. Pour ces logements, l'État prend en charge le foncier, les études techniques et le contrôle des travaux, ainsi que la viabilisation primaire et tertiaire. Les personnes souhaitant devenir propriétaires d'un logement de type D doivent être de nationalité béninoise, appartenir à la cible définie, justifier d'un revenu mensuel maximum de 300 000 FCFA, avec la possibilité de prise en compte du revenu total du ménage. Elles ne doivent pas être propriétaires d'un immeuble bâti sur toute l'étendue du territoire national et doivent avoir au moins 15 ans lors de leur admission à la retraite (en cas de location-accession sans apport initial). La deuxième catégorie concerne les logements économiques (types A, B, C

et E). Ils sont proposés aux fonctionnaires de l'État, aux salariés du secteur privé, aux artisans, aux agriculteurs, aux commerçants, aux professions libérales, aux retraités (vente au comptant) et à la diaspora béninoise (vente au comptant).

Les bénéficiaires ne peuvent pas acquiescer plus d'un logement dans la même ville retenue pour le programme. Pour prétendre posséder un logement dans cette catégorie, il faut être de nationalité béninoise, appartenir à la

cible définie et justifier des ressources suffisantes pour payer la mensualité ainsi que le montant des charges. Il sera pris en compte le revenu total du ménage.

Bertin Djitrinou

LE PERROQUET

Bimensuel Indépendant d'Information et d'Analyse
Autorisation N°109/misat/dc/dai/dcc du 31 juillet 1995
PARQUET N°2563/PRC-2010

Carré 478 Bar Tito - 03 B.P. 0880
Tél.: (229) 95 81 93 22 Cotonou (Rép. du Bénin)
<https://facebook.com/leperroquet229>
E-mail : leperroquet2004@yahoo.fr

IFU: 0201810417297

Directeur de Publication : Damien P. HOUSSOU +(229) 61 66 65 92

Rédacteur en chef :

Patrice S. GBAGUIDI - 66 30 05 26

Secrétaire de rédaction :

Jean-Paul d'Oliveira - 66 23 34 83

Rédaction

Élie ADELEYE

Petra C. Cécile GODJO

Clovis Pondelet Naud AMOUSSOU

Service commercial :

Blaise F. HOUSSOU +(229) 66234202

Réalisation, Conception et édition

Jean-Baptiste TINDEDJ ROHOUN 96 29 79 91

Imprimerie

Leon'Art graphique 97 24 32 31



COMMUNIQUE DE PRESSE

Jeu-Concours Eco Média : Révélez votre talent et devenez ambassadeur de l'environnement

L'association **La Voix des Consommateurs**, avec l'appui du **projet AGIR-Eau de la GIZ**, lance le **jeu-concours Eco Média**, un défi stimulant ouvert aux professionnels des médias de tous horizons : presse écrite, radio, télévision. Ce concours met à l'honneur la créativité et l'engagement des hommes et femmes de média face aux enjeux environnementaux et sanitaires.

Objectif du concours

Le concours vise à informer, éduquer et communiquer pour un changement de comportement des populations sur les problématiques liées à la gestion des eaux usées et boue de vidange **domestiques**.

Comment participer ?

Pour les participants des catégories radio et télévision, il s'agira de proposer un synopsis d'environ **1500** caractères pour la production ou réalisation d'un magazine de treize (13) minutes abordant une problématique cruciale : la **gestion des eaux usées** et des **boues de vidange domestiques**.

Pour la presse écrite et les web médias, le synopsis sera d'environ **1500** caractères sur la **gestion des eaux usées** et des **boues de vidange domestiques**.

Pourquoi y participer ?

- **Gagnez des prix prestigieux** : Une reconnaissance à la hauteur de votre talent ;
- **Mettez en avant votre créativité** : Transformez une problématique complexe en un message percutant ;
- **Devenez ambassadeur** : Contribuez activement à la sensibilisation et au changement des mentalités sur les enjeux environnementaux et sanitaires de la gestion des Eaux Usées et des Boues de Vidange.

Conditions de participation :

1. Être un professionnel des médias (presse écrite, télévision, ou radio), freelance ou personnel d'un organe de presse ;
2. Avoir la passion pour la production d'un synopsis innovant dans l'une des catégories décrites ;
3. Être disponible à participer à la réalisation du magazine ou de l'article de presse.

Dépôt de candidature

Envoyez votre script par email à l'adresse : consochallenge25@gmail.com, au plus tard le **lundi 17 mars 2025 à 18h00**.

Pour plus d'informations, contacter les **0164090000 / 0162010000**

Relevez le défi, inspirez vos pairs et apportez votre pierre à l'édifice pour une meilleure gestion des eaux usées et des boues de vidange domestiques

Agissons pour un cadre de vie sain



Robin ACCROMBESSI



MINISTÈRE
DE L'EAU ET DES MINES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



ASSOCIATION
LA VOIX DES
CONSOUMMATEURS